



André VUILLIEN est âgé de 42 ans; il habite Vesoul depuis bientôt quatre ans.

Depuis 1964, il est Secrétaire de la Fédération Communiste de la Haute-Saône.

Métallo chez Schneider, au Creusot, il fut pendant huit années le Secrétaire Général du Syndicat C.G.T. de cette grande usine de 12.000 ouvriers.

Il travaillait encore à l'usine comme soudeur lorsqu'il fut élu député de Saône-et-Loire avec Waldeck Rochet en 1956. Il avait alors 32 ans.

A l'Assemblée Nationale, il fut élu secrétaire de la Commission du Travail, avec les voix communistes, socialistes et radicales.

C'est à ce poste de Secrétaire de la Commission du Travail qu'il participa activement à faire voter par l'Assemblée Nationale de nombreuses lois sociales, notamment: les trois semaines de congés payés, le Fonds National de Solidarité aux Vieux, le préavis d'un mois en cas de licenciement, la réduction des zones de salaires, le statut des travailleurs à domicile, etc...

Très proche collaborateur de Waldeck Rochet, il eut, en Saône-et-Loire, autant la confiance des cultivateurs, dont il connaît bien les difficultés et les revendications, que celle des salariés.

Emilie GROSDÉMANGE
(alias Marianne)

est une ancienne ouvrière en horlogerie. Originnaire de Senoncourt, elle fit la Résistance comme agent de liaison et fut décorée de la Croix de guerre.

Elle est l'épouse de Pierre Grosdémange, ingénieur des Ponts et Chaussées à Rioz.

REPUBLIQUE FRANÇAISE - DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

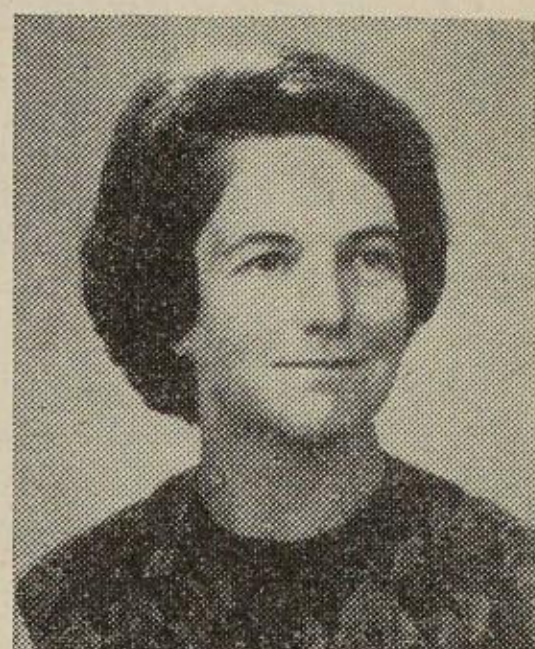
CIRCONSCRIPTION DE VESOUL

Les progrès de la science et de la technique — l'augmentation continue du volume des richesses produites par les salariés, les cultivateurs et tous ceux qui travaillent...

— profiteront-ils seulement à une minorité de privilégiés de la fortune ?

— ou deviendront-ils la source du progrès social et du bien-être pour tous ?

TEL EST L'ENJEU ESSENTIEL DES ÉLECTIONS.



Emilie GROSDÉMANGE
(alias Marianne)

Candidats du Parti Communiste Français

Electrices, Electeurs,

De nombreux ministres, sous-ministres et députés de la V^e République vous expliquent chaque soir à la télévision que tout va bien: « Le revenu national augmente. La France est en pleine prospérité. Les caves de la Banque de France recèlent plus d'or qu'elles n'en peuvent contenir et vont être agrandies. »

ILS NE MENTENT PAS.

Il est vrai que pour une minorité de privilégiés, jamais la situation ne fut aussi prospère.

Les députés de l'actuelle majorité parmi lesquels on compte 49 banquiers, industriels et administrateurs de grandes sociétés - n'ont pas oublié depuis 8 ans, leurs frères en fortune.

Jamais les riches n'ont été aussi riches.

IL N'EN EST PAS DE MÊME POUR LA MAJORITÉ D'ENTRE VOUS.

LES SALARIÉS produisent plus de richesses. Leur peine s'accroît, mais leurs salaires ne leur permettent pas de mieux vivre que par le passé, tant s'en faut. Les salaires inférieurs à 60.000 A.F. sont le plus grand nombre. Ceux qui s'échelonnent entre 40.000 et 50.000 A.F. ne manquent pas. Souvent des réductions d'horaire ou des licenciements viennent encore aggraver la situation.

Alors qu'il faudrait créer chaque année près de 1.500 emplois nouveaux pour répondre au besoin du département, il s'en crée actuellement quelques centaines seulement. Les logements sont rares et il s'en construit peu (253 seulement pour les 3 premiers trimestres de 1966 en Haute-Saône).

Les salariés sont aujourd'hui **deux fois plus nombreux** qu'en 1957 à être assujettis à l'impôt sur le revenu dont le rendement global a triplé dans les 10 dernières années.

A LA CAMPAGNE, LES CHOSES NE VONT PAS MIEUX.

Les prix à la production sont maintenus au niveau le plus bas. Le prix du lait (ressource essentielle de nos cultivateurs) est inférieur à ce qu'il était en 1964, ce qui n'empêche pas les impôts et les charges sociales agricoles d'être en perpétuelle augmentation. (La cotisation de base du chef d'exploitation pour l'assurance maladie est passée de 24.700 A.F. en 1962 à 56.400 A.F. en 1966). Un grand nombre de cultivateurs sont endettés et chaque année l'échéance du crédit agricole devient pour beaucoup un cauchemar.

LES ARTISANS ET LES PETITS COMMERÇANTS depuis longtemps écrasés sous le poids de l'impôt verront leurs difficultés encore aggravées par l'extension de la T.V.A. qui les contraindra à une comptabilité compliquée et rendra leur situation plus précaire, face à la concurrence des trusts de détail que sont les supermarchés.

LA SITUATION DE L'ECOLE ET DE SES MAITRES EST LOIN D'ÊTRE BRILLANTE.

L'écart entre les réalisations et les besoins demeure toujours aussi grand et prend parfois des proportions de scandale, comme dans le technique par exemple. La réforme Fouchet s'attache beaucoup plus à assouvir les besoins de la grande industrie qu'à étendre la culture.

LES ÉLUS MUNICIPAUX rencontrent les pires difficultés dans leur gestion communale parce que l'Etat ne fait plus son devoir et impose aux communes des charges qui jusqu'alors lui incombait.

**

Il est donc bien vrai que les progrès réels de la science, de la technique, de la productivité du travail n'ont profité pour l'essentiel qu'à une minorité de privilégiés tandis que...

...les salariés, le monde paysan, l'ensemble de la population laborieuse ont été **FRUSTRÉS** des avantages qui auraient normalement dû découler pour eux, de leur travail.

PEUT-IL EN ÊTRE AUTREMENT ?

OUI... mais à la condition de ne pas renvoyer à l'Assemblée nationale ceux qui, depuis 8 années, ont mené cette politique antisociale et qui l'aggraveront encore s'ils étaient réélus.

(Sur les 486 candidats que présente le parti de M. VITTER, 91 sont des banquiers, des industriels, des administrateurs de grandes sociétés, les autres des préfets, des diplomates, des généraux, des amiraux, ou de riches pharmaciens.)

Est-ce sur eux que vous pouvez compter pour réparer l'injustice sociale ?

Electrices, Electeurs,

Le programme pour lequel nous sommes candidats est avant tout un programme de progrès social dans la démocratie et la Paix.

Partisans d'un gouvernement fort et stable, fondé sur l'union de toutes les forces de gauche, et dans lequel le Parti Communiste Français est prêt à prendre toutes ses responsabilités, notre seule ambition est de travailler au relèvement du niveau de vie de l'ensemble de la population laborieuse en appliquant les mesures suivantes :

- Augmentation générale des salaires, pensions et retraites.
- Pas de salaires en-dessous de 60.000 A.F. par mois et réduction du temps de travail sans diminution de salaire.
- Suppression totale des zones. Abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes. Garantie de l'emploi. Respect du principe « à travail égal, salaire égal » pour les jeunes et les femmes.
- Garantie et extension des libertés syndicales. Construction de 300.000 logements sociaux par an.
- Relèvement à 500.000 A.F. de la base d'exonération pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Garantie d'un revenu minimum de 25.000 A.F. par mois aux personnes âgées.
- Abrogation de la loi portant extension de la T.V.A.
- Réforme véritablement démocratique de l'enseignement, attribution d'un quart du budget à l'Education Nationale, laïcité de l'Ecole et de l'Etat.
- Abrogation des dispositions favorisant l'accaparement des terres par les gros propriétaires fonciers et attribution en priorité aux exploitants familiaux des terres disponibles, mises en vente ou en location. Soutien à la coopération sous toutes ses formes en particulier aux C.U.M.A. Extension des débouchés agricoles par le relèvement du pouvoir d'achat de la population et par le développement des échanges commerciaux avec tous les pays. Suppression de la taxe complémentaire de 6%. Abrogation des ordonnances portant atteinte aux droits des bouilleurs.

CE PROGRAMME SOCIAL N'EST PAS UNE UTOPIE.

Il est réalisable progressivement à un rythme convenable s'il s'accompagne de grandes réformes démocratiques comme : la nationalisation des secteurs clés de l'économie — la réduction des crédits militaires (en particulier par la reconversion de la force de frappe atomique en industrie de Paix) — la refonte de la fiscalité et la mise en place d'un plan rationnel de développement économique.

L'accord intervenu entre toutes les forces de gauche et auquel le Parti Communiste a tant contribué, ouvre désormais la perspective d'un pouvoir démocratique indispensable pour promouvoir de telles réformes.

Electrices, Electeurs,

Selon la décision que vous prendrez le 5 mars, vous rapprocherez ou non l'heure de la réalisation de cette politique de progrès social dans la démocratie et la Paix.

TOUT DÉPEND DE VOUS.

EN VOTANT POUR ANDRÉ VUILLIEN ET MARIANNE GROSDÉMANGE

- Vous vous affirmerez pour le triomphe d'une véritable politique de progrès social dans la démocratie et la Paix.
- Vous donnerez à l'Union de toute la gauche une force nouvelle qui doit très rapidement se traduire par l'élaboration d'un programme commun de gouvernement.

Sans abstentions, sans aucune rature sur vos bulletins,

VOTEZ DÈS LE PREMIER TOUR ET FAITES VOTER

André VUILLIEN

Métallurgiste,
Ancien député de Saône-et-Loire,
Candidat du Parti Communiste Français.

Emilie GROSDÉMANGE

(alias Marianne)

Ancienne ouvrière en horlogerie,
Agent de liaison dans la Résistance,
Croix de Guerre avec étoile de bronze,
Remplaçant éventuel.

Vu : Les Candidats